

# le soleil

LONASE :

CE  
SOIR  
TIRAGE

MERCREDI 2 JANVIER 1985 N° 4402

15<sup>e</sup> ANNÉE - ISSN 0850-0703 • 100 FRANCS CFA  
CÔTE D'IVOIRE - GABON - CAMEROUN : 200 F.CFA - MAURITANIE : 30 UM

UN IMPÉRATIF POUR 1985 :

# Persévérer

*La crise économique, chacun de nous la vit au quotidien. Chaque Sénégalais sait qu'elle n'épargne aucun pays au monde et qu'il n'y a pas de remède-miracle pour en sortir. Il n'y a que le travail. Le président de la République nous l'a rappelé dans son message du nouvel an (lire ci-dessous).*

*Nos efforts commencent à porter leurs fruits, nous a-t-il annoncé; il nous faut donc persévérer. «Le chemin sera long et dur mais nous triompherons», particulièrement si nous nous réarmons moralement et si notre jeunesse (1985 est son année) s'investit dans le combat.*

(LIRE «L'EVENEMENT»  
PAGES 2 A 3)



Le président Abdou Diouf parlant à la Nation, a souhaité une année de solidarité fraternelle, de concorde et de prospérité.

«Sénégalaises, Sénégalais,

«Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

«Voici que s'achève, pour nous tous, une année de labeurs, faite des joies et de peines, de succès et d'échecs. Dans quelques heures une autre année va commencer, chargée d'inquiétudes et d'espérances tout à la fois, selon la loi même de la vie.

«Je ne dérogerai pas à la tradition, ni ne renoncerais à l'agréable devoir de vous présenter, encore une fois,

## Le message du chef de l'Etat

en cette fin d'année 1984, mes meilleurs vœux.

Mais auparavant, laissez-moi évoquer, avec vous, les graves questions, qui ont été au centre de notre commune préoccupation, et les perspectives, qui donnent des raisons d'espérer.

Mes chers compatriotes, Il ne s'agit pas de faire un bilan. Il s'agit surtout, en rappelant les traits qui ont caractérisé la situation du monde en 1984, de faire l'économie des problèmes

avec lesquels mon gouvernement et moi-même nous avons été confrontés, des résultats partiels, auxquels nous avons abouti, pour mieux appréhender l'avenir. Car on ne finit jamais de construire une nation.

Vous le savez, notre monde n'a pas encore fini de vivre une situation de crise, qui dure depuis plus d'une décennie. Certes les pays industrialisés ont connu, cette année, une légère reprise économique, notamment les

Etats-Unis. Mais les pays du Tiers-Monde, particulièrement les pays africains, continuent à faire les frais de la crise; nos économies continuent de se dégrader.

Une pluviométrie déficiente est venue accroître un déficit alimentaire déjà alarmant. Les prix de nos matières premières stagnent ou s'effondrent, tandis que les prix à l'importation des biens d'équipement, des produits finis connaissent

une hausse exponentielle sans précédent, le tout engendrant une baisse considérable de nos recettes d'exportation.

Il s'y ajoute que la plupart des pays africains, victimes d'une sécheresse à tendance endémique, ont montré au monde, en cette année 1984, le spectacle le plus insoutenable de la tragédie de la famine. Les médias nous ont presque habitués à l'image bouleversante et dégradante d'un fléau qui déchire les consciences.

(SUITE PAGE 2)

# LE MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT

Suite de la P. 1

C'est pour éviter, entre autres maux qui nous assaillent, le retour d'une pareille tragédie, que dans tous les sommets, toutes les grandes assemblées internationales, depuis les organisations sous-régionales, régionales, jusqu'aux organisations continentales, comme l'OUA, les responsables africains ont tous mis l'accent sur la priorité absolue de l'économie.

Nous notons ainsi, avec satisfaction que l'année 1984 aura été l'année des grandes décisions africaines, prises ou inspirées par les Africains. Je n'en citerai que quelques-unes : la création par l'OUA d'un Fonds spécial d'Assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine, la résolution adoptée par la 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur le problème des pays agresseurs par la désertification (PAD), le projet de création par la Banque mondiale d'un Fonds spécial d'Aide en faveur des pays africains sub-sahariens. J'ajouterais, pour terminer, la série de mesures concrètes que j'ai proposées au récent sommet de Bujumbura pour alléger le fardeau de la dette des pays africains et la résolution adoptée sur le même sujet par le récent sommet de l'OUA.

Ainsi, malgré l'absence d'un nouveau mode de régulation de la société internationale, qui prenne en compte les intérêts et les droits des uns et des autres, s'affirme, de plus en plus, la nécessité d'une solidarité verticale entre pays pauvres et pays riches. Car les difficultés du monde ne peuvent être surmontées qu'à ce prix.

Mais cette solidarité, qui doit régir nos rapports avec les pays industrialisés, ne pourrait porter les fruits que nous en attendons que si elle est soutenue par une solidarité horizontale encore plus forte entre pays en développement.

Cela devient une condition expresse de notre survie, au moment où l'Afrique devient de plus en plus l'enjeu des grandes puissances, le lieu privilégié des confrontations idéologiques entre les blocs, qui se partagent l'hégémonie du monde.

Qui ne voit que, si les pays du Nord continuent de générer un progrès technique et économique constant, il ne le doit qu'au modus vivendi, qui semble avoir établi, depuis quarante ans un certain équilibre de paix entre eux ? Qui ne voit que, dans le reste du monde, au contraire, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, ce sont des foyers de tensions continus, des conflits constants qui viennent annihiler tous les progrès ?

C'est fort de cette évidence que, sans la paix, rien ne se construit, que notre pays, le Sénégal, n'a cessé d'œuvrer pour l'avènement de la paix, partout où l'homme fait face à son destin, singulièrement dans le Tiers-Monde en Afrique, plus particulièrement.

Je n'ai pas besoin de revenir sur nos positions, maintes fois affirmées, sur le problème palestinien, celui du Sahara occidental ou du Tchad. La presse internationale et nationale s'est largement fait l'écho de notre volonté d'ap-

puyer toutes les solutions qui préconisent, dans ces régions, le retour d'une paix durable, juste et équitable, qui puisse sauvegarder l'honneur et la dignité de l'homme.

Je voudrais davantage insister sur le problème de l'Afrique australe. Les récents développements de la politique de l'apartheid et la violence, qui semble s'ériger, dans ce pays, en style de gouvernement, doivent nous inciter à un soutien plus actif de nos frères sud-africains. Car l'imposture que constitue le régime de Pretoria, où 23 millions de personnes se trouvent exilées dans leur propre patrie, mérite mieux que les protestations formelles, auxquelles nous a habitués la communauté internationale.

N'est-il pas symptomatique, en effet, que l'assignation à résidence d'un seul homme suscite une mobilisation générale de l'opinion mondiale, quand, dans le même temps, le massacre ou la souffrance de milliers d'hommes et de femmes ne provoque que de timides et brèves réactions ?

Sénégalaises, Sénégalais, Vous le voyez, le tableau de la situation du monde n'est guère réconfortant. Mais il n'y a pas lieu de désespérer. Il nous appartient, à tous, de faire en sorte que les tendances négatives s'inversent, grâce à un effort organisé et tenace sur notre milieu naturel et sur nous-mêmes.

Certes, je mesure les fatigues et les peines que vous endurez quotidiennement pour survivre dans un environnement hostile. Mais la nécessité de poursuivre la lutte, tous ensemble, dans la discipline et la solidarité, est un devoir national pour chacun d'entre nous, dans les différentes positions ou fonctions que nous assumons dans la société : citoyens, élus, fonctionnaires, travailleurs des villes et des campagnes, paysans, pasteurs, pêcheurs, employeurs, employés, retraités, producteurs et consommateurs. Vous le savez, aucun individu, pas plus qu'aucun pays, ne peut vivre durablement au-dessus de ses moyens, sans perdre son indépendance.

C'est bien pourquoi nous avons entrepris, depuis bientôt cinq ans, par une série de réformes, de mesures étalées dans le temps, de réhabiliter notre économie fortement perturbée par des déséquilibres structurels cumulés.

Bien que contrariés par des phénomènes naturels, qu'il n'est pas en notre pouvoir de contrôler, nos efforts ont commencé à porter leurs fruits. Plus près de nous, une application intégrale des programmes d'ajustement 1983-1984, nous a permis, avec la réalisation de tous les critères de performance, de réduire sensiblement les déséquilibres intérieurs et extérieurs : le déficit global des opérations du Trésor a été ramené de 8,2% du PIB en 1982-83 à 4,7% en 1983-84, tandis que le déficit du compte courant extérieur, avant réajustement, a été ramené respectivement aux deux dates, de 14% à 11,1% du PIB, dépassant même les objectifs du programme. Ces événements coïncident avec une rentrée de capi-

taux plus importante que prévue, ont permis de réduire de moitié le déficit global de la balance des paiements.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Le processus de réhabilitation dans lequel nous sommes engagés suppose la persévérance dans les efforts, le maintien de la rigueur, surtout au moment où les résultats encourageants demandent à être consolidés. Il ne faudrait pas qu'ils soient anéantis, ni par des facteurs exogènes, ni par un relâchement prématuré de notre mobilisation.

Nos consommateurs urbains ou ruraux - c'est un appel que je leur lance - doivent se tourner vers les denrées, les biens et services, que nos producteurs tirent de notre sol et de notre sous-sol, de toutes nos ressources tant naturelles qu'humaines.

Pour cela, je demande aux pouvoirs publics de mettre progressivement en place les conditions destinées à faciliter cette réorientation des habitudes de consommation, tout en respectant le libre choix des consommateurs et des producteurs, comme il sied de le faire dans un pays de démocratie et de liberté. A cet effet, nous sommes décidés à agir fermement sur l'offre des produits intérieurs de substitution et sur la demande des produits importés concurrents, par une politique appropriée des prix, qui vise à favoriser les premiers et à décourager les seconds, ainsi que par une organisation efficace de circuits de commercialisation.

L'ampleur des déséquilibres qui affectent notre situation économique et financière exigera, non seulement de notre part des sacrifices importants et suivis, mais également de nos partenaires de la communauté internationale, un large soutien à travers des aides de diverses natures qui vont du financement des projets d'investissement productifs à des prêts d'ajustement structurel, à l'aide à la balance des paiements, et à de nouvelles conditions du rééchelonnement de la dette extérieure.

Les résultats du récent groupe consultatif, premier du genre dans les pays africains de la zone Franc, illustrent cette coopération avec nos partenaires dans le développement, coopération dont la pierre angulaire est constituée par notre détermination à agir pour promouvoir des réformes institutionnelles et des politiques de redressement vigoureuses.

Au moment où chaque soir, dans les pays développés d'Europe et d'Amérique, les familles se rassemblent autour de la table, après une journée de labeur à l'école, aux champs, dans les usines et dans les bureaux, pour goûter, avec

la restauration, un repos bien mérité, les petits écrans exposent la grande misère des pays affamés d'Afrique, les images atroces de l'anéantissement de la vie par inanition, de l'impuissance tragique des mères qui ont encore la force d'entretenir dans leurs haillons les squelettes de leurs enfants mourants, il faudrait que nous prenions ensemble la résolution de tout mettre en œuvre afin qu'à jamais soit écarté de nos pays le spectre de la famine. Vous savez que grâce à l'action conjuguée de tous les Sénégalais, nous avons été en mesure d'éviter que de telles scènes se produisent chez nous, malgré l'intensité des conditions climatiques. Mais il nous faut aller plus loin, car, il est possible pour nos foyers de connaître, comme les autres, des moments de quêtude après des journées bien remplies, à l'abri du besoin, par le travail productif et le développement de l'emploi dans l'agriculture, la pêche, l'élevage, la petite et moyenne industrie, le tourisme et le commerce.

Car, en même temps que nous demandons dans l'immédiat des sacrifices supplémentaires nécessaires, pour remettre l'économie sur le chemin de la croissance réelle et durable, nous posons les germes qui doivent nourrir ce processus : le développement des petits, moyens et grands barrages, dans les régions qui s'y prêtent, celui des forages équipés à travers tout le territoire national, de nouveaux investissements dans les secteurs du tourisme, de la pêche avec des équipements évolutifs adaptés et accessibles, la promotion des petites et moyennes entreprises nationales.

Pour réussir tout cela, il est indispensable que nous serions nos centuriers et resserriers nos rangs, pour liquider les entraves à notre essor économique que constituent encore ces graves déséquilibres internes et externes auxquels nous nous sommes courageusement attaqués et qu'il faut encore continuer à combattre avec détermination et persévérance. Le chemin sera long et dur, mais nous ne sommes pas seuls et nous triompherons parce que nous en avons la volonté et les moyens.

Sénégalaises, Sénégalais,

Parmi ces moyens, il en est un, dont nous sommes fiers, parce qu'il est notre force, notre énergie, notre devenir. Vous l'aurez deviné : c'est notre jeunesse.

Il me plaît d'en parler encore, d'autant que l'année internationale de la jeunesse commence demain.

En effet, l'Organisation des Nations-Unies a proclamé 1985 « Année internationale de la Jeunesse », choisissant pour thème : « Participation, Développement, Paix ».

Un thème, qui indique clairement le sens dans lequel doivent être orientées les actions à mener en faveur de la jeunesse. Le choix de ce thème est, naturellement, un appel à la conscience de toutes les nations du monde, pour appeler leur attention sur l'importance démographique et le poids social grandissant que représentent les jeunes dans la société. Une manière de susciter des interrogations et d'inviter à la recherche de solutions appropriées à leur difficile problème d'intégration.

Le Sénégal, fidèle à ses options, fait siennes les préoccupations des Nations-Unies, pour avoir élaboré et mis en œuvre, dès son accession à l'indépendance, une politique de développement planifié pour l'éducation et la formation.

Depuis plusieurs années, les jeunes Sénégalais participent aux côtés des adultes, leurs aînés, à la prise des décisions dans toutes les instances de la nation. L'Année internationale de la Jeunesse sera donc, une fois de plus, une occasion d'encourager cette participation, mais elle sera, surtout, une année exceptionnelle de mobilisation autour des problèmes d'éducation, de formation et d'insertion socio-économiques des jeunes.

Je rappelle que le comité constitué pour préparer cette année travaille depuis le mois de juillet 1983. Il regroupe les représentants des ministères, des organismes non-gouvernementaux, des fédérations, des associations et mouvements de jeunesse.

Ce comité national n'est toutefois pas créé à seule fin de programmer et d'organiser des manifestations pour 1985. Bien plus, il a surtout pour tâche de faire une étude exhaustive sur la situation de la jeunesse dans notre pays et de recueillir des projets, afin d'élaborer un plan d'action à moyen et long terme, permettant la mise en œuvre d'une politique nationale efficace, adaptée aux aspirations et aux besoins d'intégration socio-culturelle des jeunes.

A ce titre, j'ai noté, avec satisfaction, que plusieurs projets socio-économiques initiés par les groupements et mouvements de jeunesse sont déjà parvenus au secrétariat permanent de l'Année internationale de la Jeunesse. Ainsi peut-on, dès maintenant, remarquer la volonté affirmée des jeunes à vivre pleinement leur année, par une prise de conscience et un désir sans réserve de participer à la recherche de solutions à leurs problèmes, par des actions et réalisations dignes de leur attitude.

Déjà en décembre 1983, j'ai présidé un conseil interministériel sur l'Année

COMMUNIQUE

## LES MUTUELLES SENEGALAISES D'ASSURANCES DES TRANSPORTEURS (M.S.A.T.)

Annoncent à leur aimable clientèle le transfert de leurs bureaux.

Nouvelle adresse : Rue Galandou Diouf angle Malenfant. Derrière le Supermarché de la Mairie (Côté Boulevard Pinet Laprade).







d'agression venues de l'extérieur. L'ouverture aux autres, le souci légitime d'avancer au rythme d'un monde, qui vertigineusement se transforme et se réinvente, ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : notre identité profonde, notre être de Sénégalais.

Mais pour défendre ou exalter ces idéaux, encore faut-il être un bon citoyen dévoué à sa patrie et au bien commun, c'est-à-dire être animé du sens civique le plus élevé. C'est pour cela que nous devons de plus en plus nous intéresser à l'éducation civique des jeunes.

Cette éducation, qui est introduire à tous les degrés de notre système d'enseignement n'est pas seulement, ne doit pas être seulement le fait d'une institution, l'école, ni la pratique de spécialistes. Elle doit être le souci, l'action et la pédagogie de tous, et partout.

L'éducation civique, elle est dans le geste du passant anonyme, qui vous retient de marcher, d'avancer, pour le salut respectueux dû au drapeau, qui est le symbole de notre souveraineté. Elle est dans la connaissance et le respect de notre hymne national, autre attribut symbolique de notre identité nationale. Elle est dans le geste du bras tendu, prêt à donner son sang pour sauver le voisin. Elle est dans le sacrifice du citoyen, qui prend le temps d'aller retirer sa carte, qui renonce ensuite à un repos dominical mérité pour aller voter et accomplir ainsi son devoir élémentaire de citoyen libre. Elle est dans le pénible effort des hommes, des femmes et des enfants, qui débarrassent leurs portes ou leurs rues des ordures malaisées, participant ainsi à la sauvegarde d'une hygiène salubre à l'ensemble de la communauté. Elle est dans le tour ou la pression exercée sur le bouton de votre récepteur-radio ou de votre téléviseur, pour en diminuer la puissance aux heures de repos. Elle est enfin, pour résumer, dans le respect de toutes les lois, qui arrêtent votre propre liberté là, où commence celle des autres.

Mes chers compatriotes, Jeunesse de notre pays,

Former nos consciences dans l'amour du travail, l'esprit de solidarité, l'amour de notre peuple et de ses valeurs, développer le sens du bien commun, n'est-ce pas renouer avec les plus pures traditions d'honneur et de respect de notre pays ?

Je vous invite donc à faire de cette année 1985, qui est la vôtre, une année d'action et de réflexion des jeunes en faveur de leur participation toujours plus positive à l'effort national de développement économique, social et culturel, à la promotion de la paix dans le monde.

Je déclare ouverte, au Sénégal, l'Année internationale de la Jeunesse.

Sénégalaises, Sénégalais, Hôtes étrangers, qui vivez parmi nous,

Je voudrais terminer par mon propos initial, qui est l'objet même de ce message.

Je vous présente, à vous tous, mes vœux les plus ardents de bonheur, de santé et de prospérité. Ce faisant, ma pensée va tout naturellement d'abord aux malades, à tous ceux que la souffrance physique condamne à l'inactivité. Je leur souhaite un prompt rétablissement.

Je n'oublie pas les vieillards. Qu'ils me permettent de leur rappeler qu'en terre africaine et sénégalaise en particulier, aucune philosophie ni aucune mythologie ne les classent dans les derniers. Bien au contraire, ils sont les baobabs de nos concessions, que nous voudrions pluri-centennaires. Car nous avons toujours besoin de leur ombre, de leur sagesse, de leur noblesse. Les vieillards ne sont-ils pas ce que nous voudrions tous être, un jour ? N'est-ce pas ?

Je souhaite que l'année 1985 soit pour la nation et le peuple sénégalais l'année de la solidarité fraternelle, de la concorde et de la prospérité.

Dewenati !

internationale de la Jeunesse, à l'issue duquel j'ai donné des directives précises au ministre de la Jeunesse et des Sports, j'ai également, dans les conclusions de ce conseil, exhorté les jeunes eux-mêmes à s'organiser, à s'investir dans des actions utiles et créatrices, afin de mieux participer à l'amélioration des conditions d'existence de leur environnement.

Ces conditions, je le sais, ne sont pas toujours favorables : je pense notamment aux problèmes de l'emploi. La détermination, la volonté de mon gouvernement ne sont plus à démontrer, qui tendent à insérer les jeunes dans le circuit du travail productif. « L'opération Jeunes Maîtrisards » le prouve bien, qui a déjà permis l'insertion de plusieurs jeunes diplômés dans le cir-

cuit socio-économique. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux pratiquent le commerce et travaillent à leur propre compte ou s'associent avec d'autres compatriotes.

De même le GOPEC, les ONG financent et réalisent des projets socio-économiques au profit des jeunes ruraux pour lutter contre l'exode.

Enfin d'autres programmes et moyens de création d'emplois sont en train d'être étudiés par le gouvernement. Mais nous ne perdons pas de vue que l'absence de compétences professionnelles et l'inadéquation constatée entre la formation et l'emploi sont parmi les causes majeures des difficultés, avec lesquels sont confrontés beaucoup de jeunes. Et nous, sommes

en train de remédier à cette situation par la mise en place de la nouvelle politique éducative et professionnelle initiée par les Etats généraux de l'Education et de la Formation.

Jeunes Sénégalais, chers compatriotes,

Le chômage, vous le savez, ne constitue pas le seul mal dont souffrent les jeunes.

Aujourd'hui notre continent subit, par les médias, mais aussi par notre système de démocratie et de liberté totales, une agression massive de produits culturels, dont la jeunesse, sans discernement, est devenue le consommateur zélé. Il en résulte, vous le savez, une délinquance de plus en plus marquée par l'usage de la drogue, la toxicomanie, l'alcoolisme, la violence gra-

tuite et aveugle... Ainsi une partie non négligeable de notre société est en passe de se marginaliser par un rejet systématique des normes et valeurs de notre peuple.

Voilà pourquoi j'attache la plus haute importance aux travaux de la Charte culturelle nationale. Car, en définitive, seuls peuvent nous protéger et protéger notre jeunesse de ces aberrations, le respect de nous-mêmes et l'attachement à nos propres grilles de valeurs, c'est-à-dire notre culture réhabilitée, redynamisée.

Il s'agit de nous donner, de donner à notre jeunesse, dès aujourd'hui, les armes et les vertus culturelles, qui assurent une résistance adéquate et efficace à toutes les formes de perversion et



internationale de la Jeunesse, à l'issue duquel j'ai donné des directives précises au ministre de la Jeunesse et des Sports, j'ai également, dans les conclusions de ce conseil, exhorté les jeunes eux-mêmes à s'organiser, à s'investir dans des actions utiles et créatrices, afin de mieux participer à l'amélioration des conditions d'existence de leur environnement.

Ces conditions, je le sais, ne sont pas toujours favorables : je pense notamment aux problèmes de l'emploi. La détermination, la volonté de mon gouvernement ne sont plus à démontrer, qui tendent à insérer les jeunes dans le circuit du travail productif. « L'opération Jeunes Maîtrisards » le prouve bien, qui a déjà permis l'insertion de plusieurs jeunes diplômés dans le cir-

cuit socio-économique. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux pratiquent le commerce et travaillent à leur propre compte ou s'associent avec d'autres compatriotes.

De même le GOPEC, les ONG financent et réalisent des projets socio-économiques au profit des jeunes ruraux pour lutter contre l'exode.

Enfin d'autres programmes et moyens de création d'emplois sont en train d'être étudiés par le gouvernement. Mais nous ne perdons pas de vue que l'absence de compétences professionnelles et l'inadéquation constatée entre la formation et l'emploi sont parmi les causes majeures des difficultés, avec lesquels sont confrontés beaucoup de jeunes. Et nous, sommes

en train de remédier à cette situation par la mise en place de la nouvelle politique éducative et professionnelle initiée par les Etats généraux de l'Education et de la Formation.

Jeunes Sénégalais, chers compatriotes,

Le chômage, vous le savez, ne constitue pas le seul mal dont souffrent les jeunes.

Aujourd'hui notre continent subit, par les médias, mais aussi par notre système de démocratie et de liberté totales, une agression massive de produits culturels, dont la jeunesse, sans discernement, est devenue le consommateur zélé. Il en résulte, vous le savez, une délinquance de plus en plus marquée par l'usage de la drogue, la toxicomanie, l'alcoolisme, la violence gra-

tuite et aveugle... Ainsi une partie non négligeable de notre société est en passe de se marginaliser par un rejet systématique des normes et valeurs de notre peuple.

Voilà pourquoi j'attache la plus haute importance aux travaux de la Charte culturelle nationale. Car, en définitive, seuls peuvent nous protéger et protéger notre jeunesse de ces aberrations, le respect de nous-mêmes et l'attachement à nos propres grilles de valeurs, c'est-à-dire notre culture réhabilitée, redynamisée.

Il s'agit de nous donner, de donner à notre jeunesse, dès aujourd'hui, les armes et les vertus culturelles, qui assurent une résistance adéquate et efficace à toutes les formes de perversion et

d'agression venues de l'extérieur. L'ouverture aux autres, le souci légitime d'avancer au rythme d'un monde, qui vertigineusement se transforme et se réinvente, ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : notre identité profonde, notre être de Sénégalais.

Mais pour défendre ou exalter ces idéaux, encore faut-il être un bon citoyen dévoué à sa patrie et au bien commun, c'est-à-dire être animé du sens civique le plus élevé. C'est pour cela que nous devons de plus en plus nous intéresser à l'éducation civique des jeunes.

Cette éducation, qui est introduire à tous les degrés de notre système d'enseignement n'est pas seulement, ne doit pas être seulement le fait d'une institution, l'école, ni la pratique de spécialistes. Elle doit être le souci, l'action et la pédagogie de tous, et partout.

L'éducation civique, elle est dans le geste du passant anonyme, qui vous retient de marcher, d'avancer, pour le salut respectueux du drapeau, qui est le symbole de notre souveraineté. Elle est dans la connaissance et le respect de notre hymne national, autre attribut symbolique de notre identité nationale. Elle est dans le geste du bras tendu, prêt à donner son sang pour sauver le voisin. Elle est dans le sacrifice du citoyen, qui prend le temps d'aller retirer sa carte, qui renonce ensuite à un repos dominical mérité pour aller voter et accomplir ainsi son devoir élémentaire de citoyen libre. Elle est dans le pénible effort des hommes, des femmes et des enfants, qui débarrassent leurs portes ou leurs rues des ordures malaisées, participant ainsi à la sauvegarde d'une hygiène salubre à l'ensemble de la communauté. Elle est dans le tour ou la pression exercée sur le bouton de votre récepteur-radio ou de votre téléviseur, pour en diminuer la puissance aux heures de repos. Elle est enfin, pour résumer, dans le respect de toutes les lois, qui arment votre propre liberté là, où commence celle des autres.

Mes chers compatriotes, Jeunesse de notre pays,

Former nos consciences dans l'amour du travail, l'esprit de solidarité, l'amour de notre peuple et de ses valeurs, développer le sens du bien commun, n'est-ce pas renouer avec les plus pures traditions d'honneur et de respect de notre pays ?

Je vous invite donc à faire de cette année 1985, qui est la vôtre, une année d'action et de réflexion des jeunes en faveur de leur participation toujours plus positive à l'effort national de développement économique, social et culturel, à la promotion de la paix dans le monde.

Je déclare ouverte, au Sénégal, l'Année internationale de la Jeunesse.

Sénégalaises, Sénégalais, Hôtes étrangers, qui vivez parmi nous,

Je voudrais terminer par mon propos initial, qui est l'objet même de ce message.

Je vous présente, à vous tous, mes vœux les plus ardents de bonheur, de santé et de prospérité. Ce faisant, ma pensée va tout naturellement d'abord aux malades, à tous ceux que la souffrance physique condamne à l'inactivité. Je leur souhaite un prompt rétablissement.

Je n'oublie pas les vieillards. Qu'ils me permettent de leur rappeler qu'en terre africaine et sénégalaise en particulier, aucune philosophie ni aucune mythologie ne les classent dans les derniers. Bien au contraire, ils sont les baobabs de nos concessions, que nous voudrions pluri-centennaires. Car nous avons toujours besoin de leur ombre, de leur sagesse, de leur noblesse. Les vieillards ne sont-ils pas ce que nous voudrions tous être, un jour ? N'est-ce pas ?

Je souhaite que l'année 1985 soit pour la nation et le peuple sénégalais l'année de la solidarité fraternelle, de la concorde et de la prospérité.

Dewenati !